

# **Madame Fioraso, Monsieur Peillon, arrêtons l'hypocrisie !**

## **L'université française aujourd'hui c'est :**

### **L'austérité, maintenant !**

Un nouveau budget en trompe l'œil : une baisse du budget 2012, sans compter l'inflation. Le manque de moyens se fait sentir d'année en année. A l'université Paris 3, plus de 35% du personnel est précaire et les conditions d'études continuent à se dégrader pour les étudiants : amphes et TD surchargés, salles de cours inadaptées, locaux vétustes, secrétariats surmenés, cafétéria exiguë... La situation de Paris 3 n'est pas isolée : un quart des universités sont en déficit budgétaire et toutes peinent à boucler leur budget. Les causes sont multiples. En 2007 la loi LRU (Libertés et Responsabilités des Universités) sur l'autonomie des universités promettait « l'excellence pour tous ». Cinq ans après, le bilan est désastreux. L'Etat s'est désengagé financièrement, comme dans l'ensemble des services publics, laissant les universités gérer elles-mêmes leur déficit. Cette nouvelle vision de l'Université à deux vitesses introduit des logiques de concurrence et de rentabilité entre les établissements et en leur sein : filières « poubelles » pour la majorité, filières « d'excellence » pour quelques un-e-s.

### **Une université à deux vitesses**

Le PRES Sorbonne Paris Cité va voir 8 établissements fusionner en 2016 pour former une « super structure » de 120.000 étudiants. Dans ces conditions, que va devenir le peu de contact humain et de démocratie qui peinait à persister dans ces murs ? Les directions forcent l'application de ce qu'aucun étudiant n'a jamais demandé, utilisant l'expression impossible d'« omnidisciplinarité » comme un argument marketing. Dans cette « super université », les filières et les étudiants seront en concurrence permanente pour les financements, et il y a fort à parier que les disciplines de lettres,

arts et langues propres à Paris 3 seront bien malmenées face aux filières de médecine, pharmacie, sciences politiques... De plus, la majorité des étudiants n'ayant pas bénéficié des programmes d'excellence obtiendront à l'issue de leurs études un diplôme dévalué, qui les précariserà sur le marché du travail puisque depuis la réforme du LMD (2003), le cadrage national des diplômes a disparu au profit de diplômes « locaux ».

Nous dénonçons le projet IDEX USPC, dont la mise en place est effectuée sans concertation avec les étudiants, pourtant les premiers concernés, et malgré l'opposition ferme des syndicats d'étudiants et de personnels. Des suppressions de filières, considérées comme « doublons » sont à prévoir : 30 formations sur l'ensemble du PRES sont déjà concernées.

### **Une gouvernance anti-démocratique**

Je proposerais : L'université nouvelle infantilise les étudiants : ils doivent « pointer » en arrivant en cours et justifier de leurs absences, et la troisième amène un zéro en punition, ce qui entre en totale contradiction avec la réalité du mode de vie étudiant, entre jobs précaires, problèmes de transports. Depuis deux ans, les copies anonymes sont de moins en moins utilisées pour les examens. Cela n'est bien sûr pas sans lien avec la réduction des places allouées aux représentants étudiants dans les conseils composant la direction de l'université. Mais quand il s'agit de « vendre » les projets PRES/IDEX, la fable de la vie étudiante est utilisée comme argument d'autorité.

### **Un avenir sombre**

Le site Censier ne parvient pas à accueillir les 18000 étudiants de l'université dans de bonnes conditions. L'urgence du désamiantage et la vétusté des locaux montrent l'urgence à

trouver de nouveaux locaux « tampons » le temps de reconstruire l'université. D'autre part la solution des modulaires, construits sur le seul espace de verdure qui restait, a réduit à peu de chagrin l'espace de partage et de détente dont disposaient les étudiants. Ce sont la santé, les qualités de vie et fatalement les qualités d'enseignement et d'études qui sont remises en cause.

## **Une « autonomie » toujours plus dangereuse**

Alors que l'on dit depuis 2007 qu'il faudrait abroger la LRU, le gouvernement PS s'apprête à aller plus loin dans l'autonomie. Un audit sur l'offre de formation des universités en France a été rendu en juillet dernier. Il préconise la rationalisation et la réduction de l'offre de formation, la fin de la procédure d'habilitation nationale des formations et la fermeture des filières à faibles effectifs. Cela préfigure la prochaine attaque autour de la nouvelle loi cadre pour l'Enseignement supérieur. Il s'agit de faire des universités des outils de pointe dans la compétition internationale, des outils répondant aux besoins des entreprises tant en terme de recherche rentable que de formation d'une main d'œuvre adaptée à leurs besoins (professionnalisation). Les prochaines étapes de ce projet sont donc une offensive sur l'offre de formation (sa répartition nationale, son

contenu et son habilitation), le financement des universités (réforme du système SYMPA prévue en janvier 2013) et l'accentuation de la restructuration des universités dans la gestion des personnels et des politiques « stratégiques » d'enseignement et de recherche.

## **Face à cela, exigeons :**

- **la suppression de la loi LRU et de sa logique de mise en concurrence des universités**
- **un financement 100% public des universités à hauteur des besoins**
- **le retrait du projet IDEX**
- **des diplômes de qualité, cadrés nationalement**
- **la titularisation de tous les CDD avec priorité aux plus anciens et une revalorisation des salaires des personnels**

**ETUDIANT-E-S ET  
PERSONNELS, TOU-TE-S  
CONCERNE-E-S !**

## **SIGNATAIRES :**

### **Des militants de l'UNEF**



**Comité d'action pour la défense de  
l'université publique**

